



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des Nations Unies
pour la population**

Distr. générale
8 décembre 2000
Français
Original: anglais

Première session ordinaire de 2001

29 janvier-6 février 2001, New York

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

Cadres de coopération avec les pays et questions connexes

**Deuxième prolongation du premier cadre de coopération
avec l'Érythrée**

Note de l'Administrateur

Période de prolongation : 1er janvier 2001 au 31 décembre 2001

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Historique et justification	1-7	2
II. Objectifs	8-25	3
A. Gouvernance et démocratisation	8-13	3
B. Décentralisation et développement régional	14-18	3
C. Gestion des ressources naturelles et de l'environnement	19-20	4
D. Femmes et développement	21	4
E. Autres domaines	22-25	5
III. Recommandation	26	5
Annexe. Objectifs de mobilisation des ressources pour l'Érythrée (2000-2001)		6

I. Historique et justification

1. Le premier cadre de coopération avec l'Érythrée pour la période 1997-1999 a été approuvé par le Conseil d'administration à sa deuxième session ordinaire de 1997. Une première prolongation d'un an (à compter du 1er janvier 2000) a été approuvée en 1999 afin de permettre au PNUD de continuer à appuyer le plan-cadre national de politique économique pour la période 1999-2001 et d'harmoniser ses cycles de programmation avec ceux de l'UNICEF et du FNUAP (qui se terminent en 2000).

2. En mai 1998, le contentieux frontalier qui opposait l'Érythrée et l'Éthiopie a dégénéré en un conflit armé dont la violence s'accroît chaque jour. Ces hostilités, et la situation d'urgence humanitaire qu'elles entraînent, freinent les activités de développement appuyées par le PNUD. L'accord de cessation des hostilités signé par les deux pays en juin 2000 est toujours en vigueur. Le 15 septembre 2000, le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies a approuvé le déploiement d'une force de maintien de la paix à partir du mois de novembre, après l'envoi sur place d'observateurs de l'ONU.

3. En 1999, l'équipe de pays de l'ONU a décidé, en accord avec le Gouvernement, d'achever l'établissement du bilan commun de pays et l'élaboration du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement avant la fin 2000. Par la même occasion, elle a fixé à janvier 2002 la date d'harmonisation de ses cycles de programmation. En 2001, chaque organisation formulera son programme de pays sur la base du Plan-cadre.

4. Le bilan commun de pays est bien avancé; le document correspondant devrait être prêt en novembre 2000. Le Plan-cadre est attendu pour janvier 2001.

5. L'examen de pays du PNUD – initialement prévu pour juillet 2000 mais reporté en raison de la reprise des hostilités entre l'Érythrée et l'Éthiopie en mai dernier – est maintenant programmé pour février 2001.

6. Le Gouvernement et le PNUD demandent maintenant une deuxième prolongation du cadre de coopération pour une période d'un an, c'est-à-dire jusqu'en décembre 2001. Le PNUD la mettra à profit pour : a) harmoniser son cycle de programmation avec celui des autres organisations résidentes; b) élaborer le nouveau cadre de coopération sur la base du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement; c) procéder à l'examen de pays en février 2001 et tenir compte des enseignements tirés de cet exercice dans le nouveau cycle de programmation.

7. Le premier cadre de coopération avec l'Érythrée avait pour objectifs de promouvoir la mise en valeur des ressources humaines et le renforcement des capacités institutionnelles dans quatre grands domaines thématiques : a) gouvernance et démocratisation; b) décentralisation et développement régional; c) gestion des ressources naturelles et de l'environnement; d) femmes et développement. Ces objectifs restent d'actualité pour la période de prolongation.

II. Objectifs

A. Gouvernance et démocratisation

8. Les interventions du PNUD dans ce domaine ont pour but de favoriser le processus de démocratisation et le développement des capacités institutionnelles de bonne gouvernance. Il s'agit essentiellement de mettre en place un système judiciaire effectif et rationnel, d'améliorer l'efficacité du secteur public, de créer un cadre institutionnel favorable à la décentralisation, d'appuyer le processus électoral.

9. Le PNUD a apporté son concours au processus de rédaction de la nouvelle Constitution, qui a été ratifiée par l'Assemblée nationale en 1997. Les députés viennent de fixer à décembre 2001 la date des prochaines élections législatives. La commission de rédaction des lois électorales a été rétablie. En conséquence, le PNUD sera également appelé à appuyer le processus électoral.

10. Le PNUD a participé au projet gouvernemental de rédaction et de traduction (en langues locales) de six recueils de lois : code de droit commercial, code civil, code de procédure civile, code pénal, code de procédure pénale, code maritime. Il est activement associé à la formation du personnel judiciaire – y compris les juges, les procureurs et les greffiers. Les codes devraient être prêts et traduits à la fin de 2000. Parmi les projets en cours figurent notamment une étude sur l'administration des tribunaux et la formation des avocats.

11. Le PNUD est le seul partenaire du programme gouvernemental de gestion du secteur public. Ce secteur a été restructuré et rationalisé sur la base de l'analyse fonctionnelle approfondie entreprise dans le cadre de ce programme. Les besoins de formation des fonctionnaires ont été évalués et le programme de mise à niveau a été pensé en conséquence. L'Institut érythréen de gestion créé par la même occasion propose une formation permanente dans diverses matières : gestion financière, gestion du personnel, gestion de projets, anglais et informatique. Il offre depuis peu des cycles d'études d'un semestre (les premiers débiteront en 2001), qui viennent s'ajouter aux actuels programmes trimestriels.

12. Le programme de gestion du secteur public est également à l'origine d'une importante étude sur la décentralisation qui a abouti à la déclaration portant création des administrations régionales. La plupart des sous-régions sont maintenant interconnectées et peuvent communiquer avec les bureaux régionaux par voie téléphonique, informatique et radio. Celles qui ne sont pas encore en réseau devraient l'être en 2001.

13. Le programme a également favorisé les créations d'entreprises en appuyant la restructuration des services du Registre national du commerce. Les immatriculations prennent maintenant moins d'une heure, contre cinq à six mois auparavant. L'établissement de registres régionaux est en cours d'étude.

B. Décentralisation et développement régional

14. L'aide du PNUD dans ce domaine vise essentiellement à appuyer les efforts déployés par le Gouvernement pour renforcer et développer les qualifications du personnel au niveau des collectivités locales dans le cadre de sa politique de décentralisation.

15. Le programme d'équipements collectifs pour les zones rurales prévu dans la perspective de la gestion décentralisée de l'aménagement du territoire et des services publics est en cours d'élaboration. Il est essentiellement financé par le Fonds d'équipement des Nations Unies.

16. Le programme de redressement et de relèvement en faveur des communautés touchées par le conflit vient d'être approuvé. Le PNUD va donc pouvoir exécuter des projets multisectoriels de redressement, de relèvement et de réintégration qui permettront de redonner des moyens de subsistance viables aux populations locales concernées.

17. Le renforcement des capacités des communautés et autorités locales restera l'un des éléments du projet de sécurité alimentaire lancé en 2000, l'objectif étant d'intégrer ce paramètre dans les plans de développement et la conception des projets de manière à améliorer la sécurité alimentaire des ménages.

18. L'aide du PNUD concerne également la réinstallation des paysans érythréens déportés d'Éthiopie à la suite du récent conflit. La démarche choisie est participative et géographiquement ciblée. Elle consiste à aider les rapatriés à s'établir sur les terres agricoles données par le Gouvernement en leur fournissant des intrants et une formation agricole de base. D'autres cours de vulgarisation sont prévus, notamment dans le domaine de la transformation des aliments et de la gestion après récolte.

C. Gestion des ressources naturelles et de l'environnement

19. Le bureau de pays appuie activement : a) la rédaction et l'adoption de lois pour l'environnement; b) le renforcement des capacités nationales de gestion des ressources marines côtières et insulaires; c) la mise en place des systèmes d'information sur l'environnement; d) l'élaboration et la mise en oeuvre du plan national de lutte contre la désertification et du plan national d'adaptation au changement climatique; e) la promotion de l'énergie éolienne.

20. En ce qui concerne la législation, le projet de loi intérimaire sur la politique relative aux milieux marins est prêt, tout comme le plan d'urgence en cas de pollution par les hydrocarbures. Les directives relatives au zonage et aux évaluations d'impact sont en cours de rédaction. Des cours de gestion planifiée des ressources naturelles sont organisés dans les collectivités locales et les ministères concernés. Un système d'information sur l'environnement est en place; le personnel a suivi des cours pour apprendre à gérer cette information, à utiliser les systèmes d'information graphique et à exploiter les métabases de données. Celui du Centre de formation et de recherche sur les énergies maîtrise maintenant le système d'information sur l'énergie éolienne. Les applications de cette énergie ont par ailleurs fait l'objet d'une étude de faisabilité.

D. Femmes et développement

21. La dimension sexospécifique figurera en bonne place dans tous les projets. Le bureau de pays a néanmoins élaboré un programme spécifiquement destiné à renforcer la participation des femmes à la vie socioéconomique, et dont l'objectif est de promouvoir l'accès des femmes aux moyens de production et de renforcer les institutions qui travaillent dans ce sens. C'est ainsi que le PNUD aide l'Union des fem-

mes d'Érythrée à développer ses moyens d'action pour promouvoir l'égalité des sexes, plaider la cause des femmes et renforcer leur participation à la définition des politiques nationales. Il appuie plus particulièrement la création d'organismes de microcrédit viables pour les femmes, ainsi que la mise en oeuvre du plan d'action national pour l'amélioration de la condition de la femme.

E. Autres domaines

22. Conformément à son objectif global de mise en valeur des ressources humaines et de renforcement des capacités institutionnelles, le PNUD a fourni une assistance technique décisive dans un certain nombre d'autres domaines : éducation, établissements humains, développement industriel, tourisme, capacités globales.

23. L'aide au secteur de l'éducation s'est traduite par l'envoi de personnel enseignant expatrié dans le cadre de la coopération Sud-Sud, ce qui a permis aux écoles secondaires et à l'université d'Asmara de pourvoir certains postes en attendant que les Érythréens puissent prendre la relève à l'issue de leur formation. La Banque mondiale apporte son aide au niveau de l'enseignement supérieur, tandis que le PNUD poursuit son programme d'aide à l'enseignement secondaire en collaboration avec d'autres donateurs, tout en envisageant un programme en faveur de l'enseignement supérieur pour accroître les capacités de recherche de l'Université d'Asmara.

24. Pour ce qui est des établissements humains, le Département d'urbanisme a reçu une aide pour accroître sa capacité en matière de gestion des systèmes d'information géographique. La deuxième phase du projet, consacrée au logement social, devrait bientôt démarrer.

25. En coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), le PNUD concourt à l'élaboration du programme industriel intégré de l'Érythrée. Il entend notamment appuyer : a) l'action engagée par le Ministère du commerce et de l'industrie dans le but de renforcer ses capacités; b) la mise en place d'un système de gestion de l'information avancé au Ministère et dans les autres administrations appelées à prendre des décisions économiques; c) le renforcement des capacités de l'Institut érythréen de normalisation; d) la création d'un organisme national de développement des exportations; e) le développement et le redémarrage de la zone micro-industrielle de Medeber.

III. Recommandation

26. L'administrateur recommande que le Conseil d'administration approuve la prolongation du premier cadre de coopération avec l'Érythrée pour une période d'un an allant du 1er janvier au 31 décembre 2001.

Annexe

Objectifs de mobilisation des ressources pour l'Érythrée (2000-2001)

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Source</i>	<i>Montant</i>	<i>Remarques</i>
Ressources de base du PNUD		
Montant estimatif du report de CIP	13 690	Y compris report de MCARB 1, MCARB 2 et affectations SAO antérieures
MCARB 1.1.1	9 544	Montant affecté immédiatement au pays
MCARB 1.1.2	De 0 à 66,7 % de MCARB 1.1.1	Cette fourchette est présentée strictement aux fins de la planification initiale. Le montant effectif dépendra de l'existence de programmes de qualité. Tout relèvement du taux maximal dépendra également de la disponibilité de ressources.
AEPP/AST	769	
Total partiel	24 003^a	
Autres ressources du PNUD		
Participation aux coûts du Gouvernement	0	
Participation aux coûts de tierces parties	3 000	
Fonds administrés par le PNUD, fonds d'affectation spéciale et autres fonds	16 568	
Total partiel	19 568	
Total général	43 571^a	

Abréviations : SAO = Services administratifs et opérationnels; AEPP = Appui à l'élaboration des politiques et des programmes; AST = Appui aux services techniques; MCARB = Montants cibles pour l'allocation de ressources de base.

^a Non compris les MCARB 1.1.2 qui sont affectés au niveau régional en vue de leur emploi ultérieur au niveau des pays.